



# **Accord-cadre**

## **Gestion quantitative concertée**

### **de la ressource en eau**

#### **dans le**

## **département de l'Isère**

2017 - 2019

## **Accord cadre pour la gestion quantitative concertée de la ressource en eau dans le département de l'Isère**

Entre les soussignés

- La Chambre d'agriculture de l'Isère, sise 40 avenue Marcelin Berthelot, CS 92608, 38036 Grenoble cedex 02, représenté par Monsieur Jean-Claude Darlet, Président en exercice, ci après dénommé la Chambre d'agriculture,
- Le Département de l'Isère , sis 7 rue Fantin Latour, BP 1096, 38022 Grenoble cedex 1, représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président en exercice, ci après dénommé le Département de l'Isère,
- L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, établissement public de l'État à caractère administratif sise 2-4 allée de Lodz, 69007 Lyon, représenté par Monsieur Laurent Roy, directeur général en exercice, ci après dénommé l'Agence de l'eau,
- L'État, sis 12 place de Verdun, CS 71046, 38021 Grenoble cedex 1, représenté par Monsieur Lionel Beffre, Préfet de l'Isère en exercice
- L'Association Départementale des Irrigants de l'Isère, représenté par son président Monsieur Franck Doucet

## Préambule

Cet accord-cadre s'inscrit dans la continuité d'une démarche partenariale globale de gestion quantitative concertée de la ressource en eau engagée depuis l'année 2000 dans le département de l'Isère.

En effet, en juillet 2000, l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse, le Département de l'Isère, la Direction Départementale des Territoires de l'Isère et la Chambre d'Agriculture de l'Isère ont signé un premier accord-cadre visant à instaurer une gestion quantitative concertée de la ressource en eau dans le département.

Cet accord-cadre suivi d'un programme d'action associé et de 3 accords-cadres successifs a donné lieu à un large travail :

- Connaissance approfondie des prélèvements agricoles via un recensement exhaustif et une actualisation annuelle
- Connaissance des incidences par entités hydrogéologiques cohérentes (bilan ressource-besoins globalisé par masse d'eau)
- Systématisation des installations de compteurs volumétriques
- Définition de règles de répartition sur les sites en déséquilibre
- Anticipation des situations de crise (sécheresse) avec mise en place de règles de restrictions programmées
- Accompagnement du pilotage de l'irrigation sur les zones sensibles
- Mise en place d'un réseau de stations de pilotage et édition de bulletins d'avertissement irrigation hebdomadaires sur l'ensemble du département
- Accompagnement de projets (substitution, nouveaux projets)

Cette expérience a permis aux partenaires d'orienter la procédure dite « mandataire » vers la gestion volumétrique par la création d'un Organisme Unique sur le dernier accord cadre.

La signature d'un nouvel accord cadre pour les années 2017 à 2019 permettra d'accompagner la transition vers la gestion par Organisme Unique et le début du fonctionnement de l'Organisme Unique.

Les objectifs sont les suivants :

- Gestion équilibrée des prélèvements agricoles en équilibre avec les milieux naturels et les autres usages
- Gestion volumétrique et transparence de l'usage agricole
- Adaptation au changement climatique et économie d'eau
- Approfondissement de la connaissance des milieux à l'étiage en lien avec l'usage agricole
- Accompagnement de projet dans le respect de la démarche de gestion globale

## Contexte

En 2013, dans la continuité de cette démarche, la Chambre d'Agriculture a déposé une candidature en vue d'être désignée Organisme Unique de gestion Collective (OUGC ci-après nommé dans le texte) comme prévu dans la loi sur l'eau et les milieux aquatiques LEMA n°2006-1772 du 30 décembre 2006 et le décret n°2007-1381 du 24 septembre 2007.

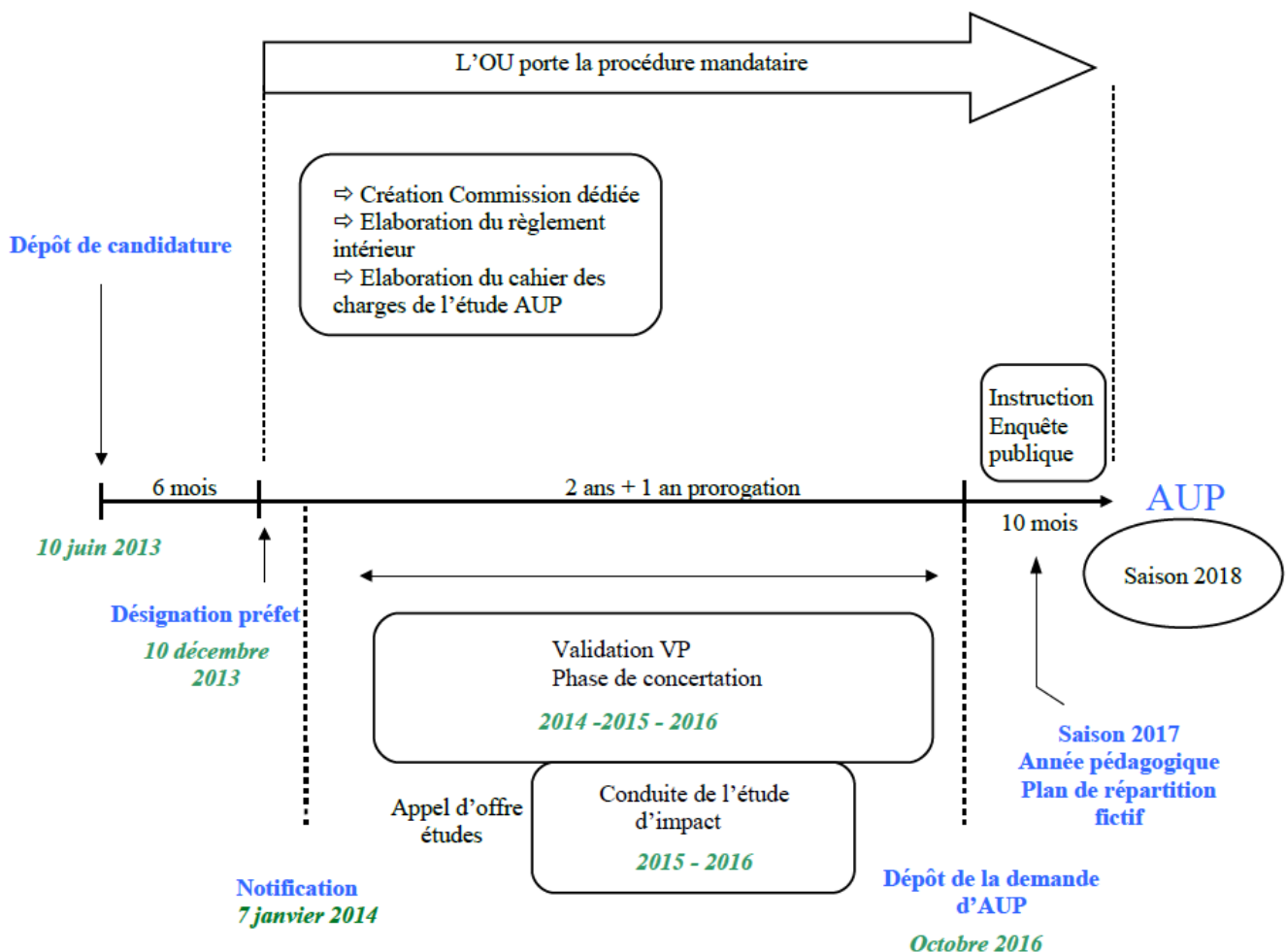
Le périmètre lié à cette candidature a fait l'objet de concertation avec les départements limitrophes afin de respecter une cohérence hydrogéologique.

Ainsi le périmètre OUGC38 :

- inclut toutes les masses d'eau intra-départementales
- inclut l'unité Bièvre-Liers-Valloire dans son intégralité (y compris en Drôme)
- exclut l'unité de la nappe de l'est lyonnais (gérée par l'OUGC69)
- exclut les unités : Galaure, Drôme des collines et Bourne (gérées par l'OUGC26)

La Chambre d'Agriculture de l'Isère a été désignée Organisme Unique de Gestion Collective par l'arrêté inter-préfectoral 2013344-0039 en date du 10 décembre 2013.

La chronologie suivante récapitule les étapes de la mise en œuvre de l'OUGC :



## Article 1 : Objet

---

Le présent accord-cadre a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de la gestion quantitative concertée des prélèvements agricoles dans le département de l'Isère ainsi que les relations partenariales engagées entre les 4 organismes signataires.

**Bien que prioritairement agricole, cet accord-cadre s'inscrit dans une démarche globale de gestion de l'eau intégrant les autres usages (industriels et eau potable), pour concilier les prélèvements et la préservation de l'équilibre des milieux.**

## Article 2 : Stratégie partagée

---

Au delà de l'aspect réglementaire, l'objectif partagé de cet accord cadre est de concilier les prélèvements agricoles avec le respect de l'équilibre des milieux aquatiques et les autres usages.

Ainsi, la démarche s'attachera à réduire au maximum les impacts des prélèvements agricoles sur les ressources en eau et engagera une réflexion sur l'adaptation au changement climatique.

La démarche de gestion volumétrique répond à cet esprit puisque les volumes attribués dans le cadre de l'OUGC seront en adéquation avec les disponibilités des ressources en eau sollicitées. En outre, une gestion plus fine s'accompagnera de calendriers de pompages sur les cours d'eau afin de prendre en compte l'aspect instantané du fonctionnement des cours d'eau. La prévision des modalités de restrictions en cas de sécheresse sera également prévue pour l'ensemble des masses d'eau, permettant ainsi une très bonne réactivité pour la préservation des milieux en période critique.

Il s'agit d'une démarche de gestion préventive sur l'ensemble des masses d'eau garantissant la gestion équilibrée au-delà des seules zones ciblées déficitaires ou en équilibre fragile dans le SDAGE.

Les partenaires ont la volonté d'inscrire la gestion de l'irrigation dans le cadre réglementaire actuel tout en confortant la viabilité économique des exploitations agricoles.

Ainsi, l'objectif est également de privilégier l'émergence de nouveaux projets d'irrigation sur les ressources les plus abondantes, accompagner les projets de substitution et d'amélioration de la performance des réseaux pour maintenir et/ou développer l'irrigation pour répondre aux besoins de diversification, reconversion, d'adaptation des exploitations iséroises tout en préservant les ressources du territoire dans une vision à long terme.

L'échelle de gestion départementale permet cette vision globale stratégique des ressources.

L'objectif est aussi de favoriser les économies d'eau afin de réduire au maximum l'impact de l'usage agricole et favoriser ainsi des conduites d'irrigation responsables.

Cette stratégie passe également par une meilleure connaissance des ressources en période d'étiage afin de limiter les impacts des prélèvements sur les milieux.

## Article 3 : Gestion des prélèvements agricoles

---

### **Procédure mandataire**

Pendant la période de mise en œuvre de l'OUGC, la démarche d'autorisation annuelle est réalisée par le biais de la procédure mandataire débitmétrique classique.

Cette procédure mandataire est définie par les articles 20 et 21 du décret 93-742 d'application de la loi sur l'eau. Elle est engagée sur l'ensemble du département de l'Isère depuis la saison d'irrigation 2001.

Les demandes de prélèvements d'eau des irrigants sont regroupées par le biais d'un mandataire qui est la Chambre d'Agriculture.

**Cette procédure d'autorisation groupée permet de globaliser l'ensemble des pompages réalisés par bassin versant dans l'objectif de mettre en place une gestion collective et concertée de la ressource en eau. En effet, la connaissance approfondie des prélèvements agricoles alimente la mise en œuvre des règles de partage de l'eau et d'une gestion entre usagers. Par ailleurs, l'analyse cumulative des prélèvements au regard de la disponibilité en eau sur chaque entité hydrologique et/ou hydrogéologique cohérente, permet d'appréhender l'impact réel sur le milieu aquatique et garantit le partage de l'eau.**

#### - Mandatement annuel :

La Chambre d'Agriculture recueille chaque année au mois de novembre les demandes de prélèvements de tous les irrigants du département, qu'ils soient soumis ou non à la loi sur l'eau (envoi d'une fiche de renouvellement de demande à tous les irrigants autorisés ou ajournés la saison précédente ainsi qu'aux nouveaux préleveurs déclarés pendant l'année à la DDT de l'Isère).

Ces aspects d'annualisation et d'exhaustivité des demandes sont importants puisqu'ils permettent d'avoir une connaissance totale et actualisée des prélèvements d'eau agricole au démarrage de chaque saison d'irrigation.

#### - Base de données :

La DDT de l'Isère et la Chambre d'Agriculture disposent d'une base de données géoréférencées sur laquelle sont enregistrés tous les prélèvements d'eau (base commune ISEREAU). Cette base est actualisée chaque année au retour des fiches de mandatement par la Chambre d'Agriculture mais également suite à des tournées d'inspection réalisées par les services de police de l'eau (ONEMA et DDT).

La Chambre d'Agriculture et la DDT sont co-proprétaires des données.

#### - Recueil des volumes :

La gestion quantitative concertée de la ressource nécessite la connaissance des volumes d'eau consommés sur chaque bassin du département.

Les volumes de la saison écoulée sont recueillis pour chacune des pompes de prélèvements agricoles sur les fiches de mandatement et sont intégrés dans le calcul des bilans de l'étude d'incidence. Ils permettent une analyse plus précise de l'impact des prélèvements agricoles sur le moyen et le long terme. Les volumes sont centralisés par la Chambre d'Agriculture puis et, depuis la saison d'irrigation 2009, transmis à l'Agence de l'Eau, pour calcul de la redevance. Ainsi les agriculteurs ne sont plus sollicités par l'Agence de l'Eau pour fournir leurs volumes.

- Analyse des incidences et règles de partage de la ressource :

Le département est divisé en unités hydrologiques et/ou hydrogéologiques cohérentes de manière à former des bassins versants et des sous-bassins versants.

Les bilans Ressources – Besoins reflétant l'impact des prélèvements agricoles sont réalisés sur ces sous-bassins versants et donnent lieu à la rédaction d'un rapport d'incidence annuel complété par les listes de prélèvements relatifs à chaque sous-bassins versants et à une cartographie de ces prélèvements. Ces rapports d'incidences seront transmis aux signataires de la convention.

L'estimation des usages non agricoles est basée sur les déclarations de redevances faites à l'Agence de l'Eau de l'année n-2.

L'estimation de la disponibilité de la ressource se fait, soit sur des données directes de la DREAL, soit sur des données calculées par analogie avec des bassins versants similaires.

A l'issue du calcul des bilans Ressources-Besoins, certains bassins versants (15 secteurs) apparaissent proche de l'équilibre ou même en déséquilibre, ce qui signifie que les prélèvements projetés auront un impact sur la ressource en eau.

Selon le degré de déséquilibre, ces secteurs peuvent être soumis à une simple surveillance ou une vigilance durant la saison d'irrigation ou encore à des modes de gestion de la ressource permettant de rééquilibrer les bilans :

alternances de pompages

calendriers hebdomadaires ou tours d'eau permettant de répartir la pression d'irrigation dans l'espace et dans le temps et de la diminuer. Ces tours d'eau sont établis annuellement après une réunion locale de tous les irrigants concernés

Ces modalités de gestion sont systématiquement annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

- Gestion de crise :

Dans le département de l'Isère, un arrêté cadre sécheresse a été mis en place depuis 2006. Cet arrêté prévoit les différents niveaux de sécheresse et la restriction à appliquer pour chacun des usages en fonction de l'état des ressources en eau.

L'application des niveaux de sécheresse pour l'usage agricole est également prévue dans les annexes de l'arrêté préfectoral d'autorisation annuel.

La mise en œuvre des restrictions agricoles est encadrée très précisément par des calendriers de prélèvements. Ils précisent les horaires de pompage de chaque irrigant pour chacun des niveaux de sécheresse. Au niveau des cours d'eau, les restrictions sont réparties dans l'espace et dans le temps pour maintenir un débit constant compatible avec l'équilibre biologique du cours d'eau. Sur les zones sensibles, ces calendriers de sécheresse viennent s'ajouter aux calendriers de gestion en place.

Ces restrictions sont actualisées annuellement.

**Les règles de répartition de la ressource en eau sont déterminées à partir des demandes effectuées par les irrigants et ce, de manière annuelle.**

**Elles visent à maintenir l'équilibre quantitatif des milieux.**

## **Procédure Organisme Unique**

La Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) de 2006 a formulé une incitation à la gestion collective et volumétrique par le biais de l'introduction de la notion d'Organisme Unique de gestion collective pour les prélèvements d'eau agricoles sur un périmètre défini.

Le décret d'application n° 2007-1381 du 24 septembre 2007 offre la possibilité de délimiter des périmètres à l'intérieur desquels les autorisations de prélèvements d'eau à usage agricole sont délivrées à un organisme unique

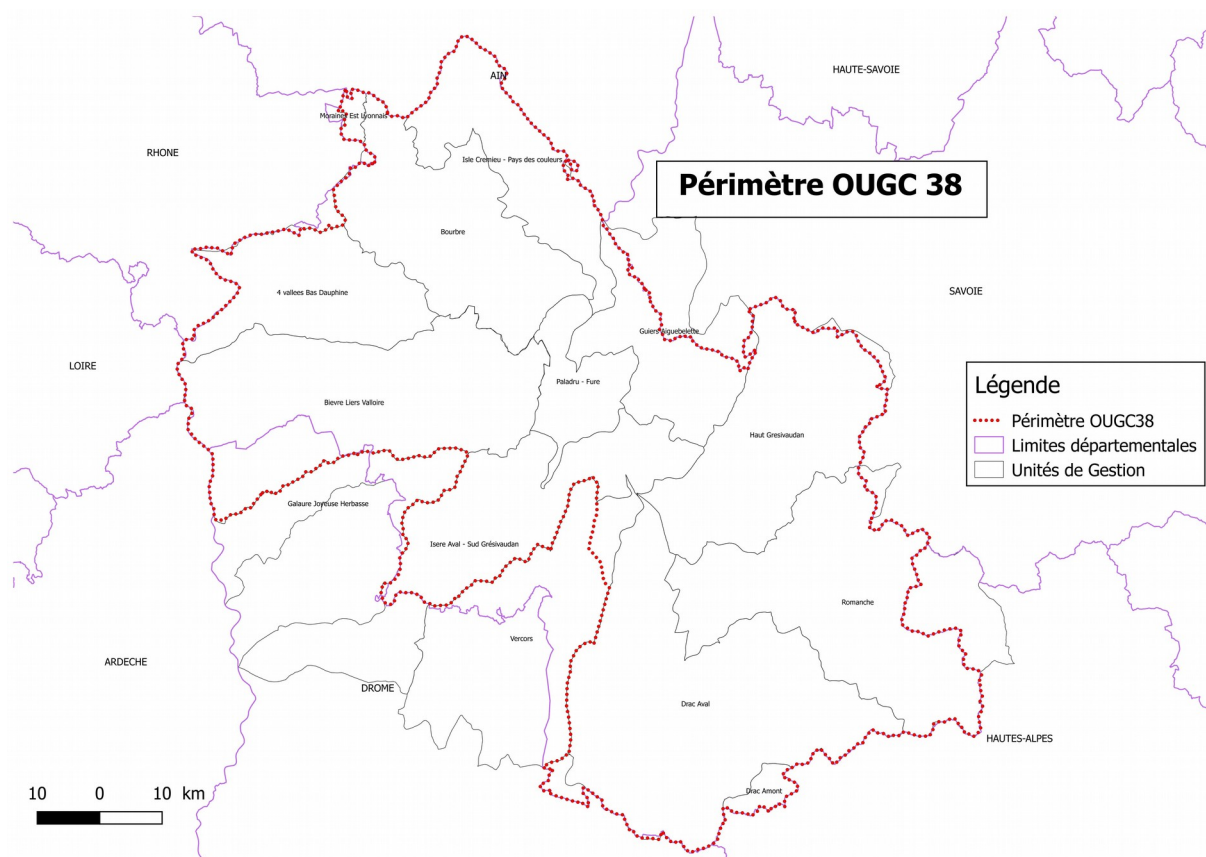
Cet organisme devra gérer une autorisation volumétrique de prélèvements (usage agricole uniquement) sur chacune des masses d'eau de son périmètre et se charger annuellement de la répartition des volumes aux irrigants.

Forte de son historique et en concertation avec les partenaires, la Chambre d'Agriculture de l'Isère s'est portée candidate à la mission d'Organisme Unique de Gestion Collective et à été désignée par arrêté interpréfectoral le 10 décembre 2013.

La gestion volumétrique répond à une logique de cohérence hydro-géologique, c'est pourquoi le périmètre défini pour l'OUGC38 englobe toutes les masses d'eau intra-départemental, le Drac, l'Isère, le Guiers et le Rhône en limite départementale (tronçons isérois) ainsi que la continuité de la Valloire (en Drôme).

Il exclut la partie iséroise :

- de la nappe de l'Est Lyonnais qui sera gérée par l'OUGC69
- la Bourne, la Galaure, la Drôme des collines (Joyeuse et Herbasse) qui seront gérées par l'OUGC26





La mise en œuvre de l'OUGC est en cours.

L'OUGC est un organisme de gestion des prélèvements à usage agricole. Il est soumis à la loi sur l'eau et doit, à ce titre, disposer d'une autorisation volumétrique pour l'ensemble des unités de gestion de son périmètre.

Pour cela, une étude d'impact a été réalisée pour accompagner le dossier loi sur l'eau de demande d'autorisation. Cette étude remplacera l'analyse des incidences annuelle réalisée dans le cadre de la procédure mandataire. Un volume sera défini pour l'usage agricole en adéquation avec les besoins des autres usagers et en priorité avec le milieu naturel.

Ce dossier a été déposé en octobre 2016 et est en cours d'instruction. L'arrêté d'autorisation ne sera délivré que pour la saison d'irrigation 2018.

Les missions de l'OUGC seront les suivantes :

- Proposition annuelle de la répartition du volume entre les irrigants par le biais d'un plan de répartition assorti de mesures de gestion pour les cours d'eau (calendriers de prélèvements)
- Adaptation de cette répartition en cas de crise (prévision des restrictions) : calendrier de restriction sécheresse
- Élaboration du bilan de campagne

Une fois en place, cet Organisme Unique se substituera totalement aux irrigants et deviendra incontournable sur son périmètre. Ainsi, toute demande de prélèvements pour l'irrigation présentée par une personne autre que l'Organisme Unique sur ce périmètre sera rejetée de plein droit.

De même, l'autorisation unique pluriannuelle se substituera aux autorisations en cours et remplacera la procédure mandataire.

La procédure s'enrichit puisqu'elle gère les volumes prélevables pendant la saison d'irrigation de manière à conserver l'équilibre du milieu naturel et éviter ainsi le recours trop fréquent aux arrêtés sécheresse.

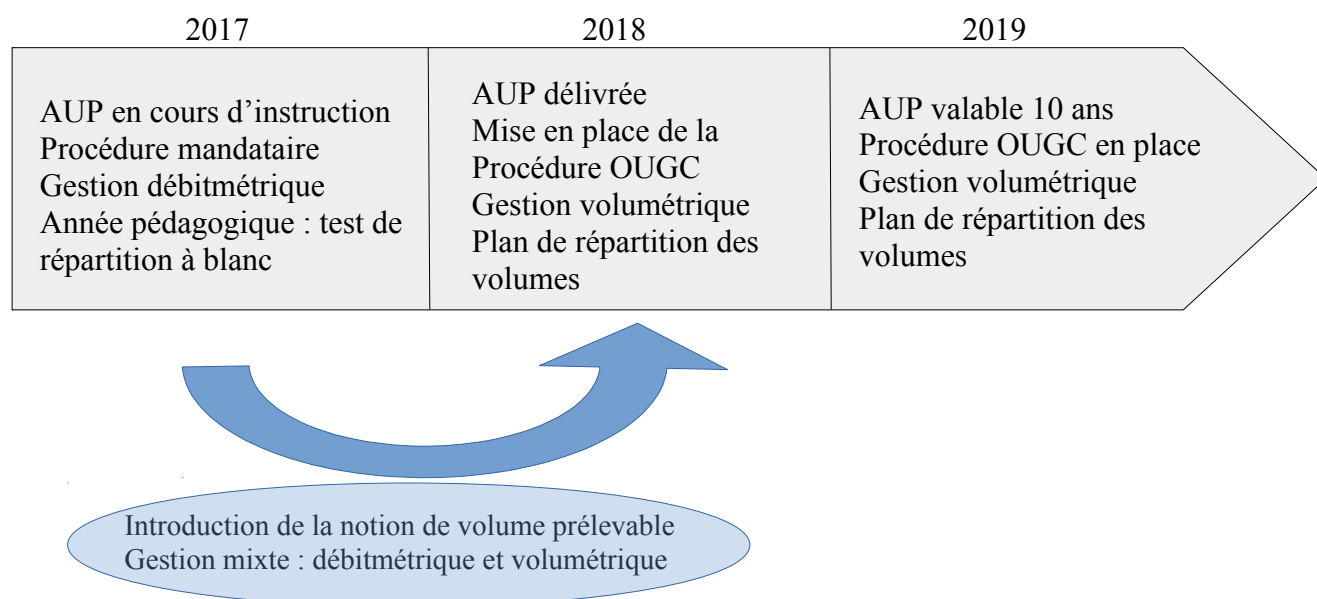
Les demandes de volumes seront faites par les irrigants à l'automne précédant la saison d'irrigation. En même temps, seront déclarés les volumes consommés la saison écoulée.

La base de données d'archivage de traitement des autorisations et d'archivage des informations restera la même (ISEREAU)

Les volumes consommés seront transmis à l'Agence de l'Eau via le module de télétransmission (hors cas particuliers de modifications qui seront transmises par fichier en complément).

Le fonctionnement de l'OUGC sera régi par un règlement intérieur qui précisera toutes les modalités administrative, technique et financière.

Chronologie :



## Article 4 : Connaissance de la ressource en eau du département

La procédure d'autorisation des prélèvements d'eau agricoles dans le département de l'Isère permet d'avoir une très bonne connaissance des pressions de pompages par ressource mais le manque de données fiables sur certaines de ces ressources utilisées ne permet pas une gestion très fine. Les prélèvements en question sont donc sous surveillance pendant la saison d'irrigation mais l'acquisition de données sur les débits de certains cours d'eau ainsi que sur les niveaux de certaines nappes semble incontournable pour affiner la gestion équilibrée de la ressource. Par ailleurs, le comité départemental de l'eau pourrait bénéficier d'une amélioration du niveau de connaissance des étiages.

**L'objectif est d'obtenir des données fiables sur les milieux, qui, compilées aux données sur les usages, permettent de connaître l'impact des prélèvements sur les milieux aquatiques, pour mieux calibrer la gestion pendant la saison.**

Dans ce cadre, 8 forages agricoles sur les différentes nappes du département ont été équipés de sondes piézométriques par le Département de l'Isère et la DDT en complément des stations DREAL/Agence de l'eau depuis 2008 :

- 4 Vallées : nappe couloir véga (1)
- Bièvre-Liers-Valloire : Nappe du Liers (1), nappe de Bièvre (2), nappe de la Valloire (1)
- Bourbre-catelan : Nappe couloir Bourbre (1)
- Molasse : nappe molasse (1)
- Est Lyonnais : nappe des moraines et nappe Est Lyonnais(1)

D'autres sondes piézométriques pourraient être installées pour couvrir des ressources supplémentaires.

La Chambre d'Agriculture est le prestataire de service pour la gestion, la mise en forme et la mise à disposition des données piézométriques.

Ces données sont transmises dans le cadre des comités départementaux de l'eau pour compléter les données mesurées.

De même sur les rivières des sites sensibles, des seuils de mesure des débits d'étiage, à lecture directe peuvent être mis en place pour une meilleure connaissance des étiages mais aussi pour que les agriculteurs locaux disposent des outils nécessaires pour gérer leurs prélèvements par rapport aux potentialités du cours d'eau en maintenant un débit minimum nécessaire à la vie biologique. Ces données, pourront également alimenter les travaux du comité départemental de l'eau et permettront de compiler des références d'étiage sur ces cours d'eau.

Pour l'instant, seul le seuil du Peyrinard sur la rivière Galaure, équipé d'un outil de mesure des étiages, est en service depuis la saison 2009 et automatisé depuis 2012.

Un second seuil est à l'étude sur la Varèze.

A l'instar de ceux-ci, les autres cours d'eau sensibles du département pourraient être équipés progressivement (sous maîtrise d'ouvrage locale : syndicat de rivière par exemple), notamment sur les 4 vallées, la vallée du Rhône et le Sud-Grésivaudan. Les partenaires de l'accord cadre accompagneront les porteurs de projets pour faciliter les démarches.

Toutes ces nouvelles données pourront être intégrées dans les programmes de gestion des masses d'eau sensibles de manière à réguler les calendriers de pompages en temps réel. Ces outils de mesures seront des outils d'aide à la décision précieux pour les usagers.

## Article 5 : Développement et accompagnement des économies d'eau

---

En lien avec le plan d'adaptation au changement climatique du bassin Rhône Méditerranée Corse rédigé en mai 2014, un certain nombre d'actions peuvent être mises en place afin de limiter au maximum les impacts des prélèvements d'eau sur les ressources en eau.

Il existe plusieurs leviers d'actions :

- ① Economies d'eau via le pilotage de l'irrigation et les bulletins d'avertissement

Afin de compléter la gestion quantitative préalable à la saison d'irrigation, l'accord cadre vise également à améliorer la gestion de l'irrigation au travers du pilotage des apports d'eau sur les cultures en saison.

La nécessité de pilotage des apports d'irrigation en adéquation avec les besoins de la plante apparaît essentiel à une gestion optimisée de la ressource en eau.

En lien avec le Département, une vingtaine de stations de pilotage d'irrigation référentes, dotées de systèmes d'enregistrements automatiques et de télétransmission de données sont installées sur l'ensemble du département de manière à réaliser un maillage représentatif de toutes les situations (sols, cultures, climat). Ce maillage pourrait être étoffé.

Au delà du pilotage individuel à la parcelle, les mesures tensiométriques de ces stations, couplées à des données météorologiques, pédologiques, physiologiques et à un bilan hydrique, servent à alimenter un conseil technique (bulletins d'avertissement) diffusé tout au long de la campagne d'irrigation

Les bulletins couvrent la totalité du département et sont rédigés par grands bassins versants. Il y a 7 bulletins au total : Nord-isère , Bièvre-liers-Valloire, 4 vallées, Vallée du Rhône, Haut-Grésivaudan, Sud-Grésivaudan et Montagne

Ils sont édités chaque semaine du mois d'avril au mois de septembre et diffusé par l'intermédiaire de l'association des irrigants.

Le conseil apporté porte sur plusieurs paramètres : déclenchement de l'irrigation, suivi des tours d'eau pendant la saison, aide à la prise en compte des précipitations, arrêt de l'irrigation. Le conseil concerne plusieurs cultures : maïs grain, maïs semences, blé et noix.

Dans tous les cas, un accent particulier sera mis sur le pilotage des apports d'eau ainsi que sur les bonnes pratiques en général.

Un module AgroMétéo est également mis à disposition des irrigants sur le site internet de la Chambre d'Agriculture.

Ce module météo offre :

- la prévision météo à 9 jours sur le département entier
- des prévisions localisées précises et détaillées à 4 jours sur 13 stations météo
- des données météo locales mesurées (température, précipitations, ETP) sur 13 stations météo
- un calendrier de traitement phytosanitaire (plages horaires favorables aux traitements) sur 13 stations météo
- un bulletin gel pour la vallée du Rhône (lutte antigél)

## ② Economies d'eau via l'amélioration du parc matériel

Le matériel d'irrigation constitue également un levier d'action intéressant pour favoriser les économies d'eau.

Un état des lieux du parc matériel sera établi afin de faire un diagnostic en vue de rechercher la meilleure efficience possible de l'eau agricole et d'orienter et d'accompagner la mise en place de matériels hydro-économes (matériel basse pression, irrigation localisée, régulation électronique, système d'arrosage des bords de parcelles...) en lien avec les dispositifs financiers du Plan de Développement Rural (PDR).

De la même façon, la lutte contre les fuites représente une économie d'eau non négligeable et un meilleur fonctionnement de réseau. Des diagnostics de réseaux d'irrigation (collectif et individuel) pourraient permettre de mettre en avant les fragilités des réseaux et envisager la modernisation (modernisation des réseaux...). Les partenaires accompagneront ces diagnostics.

## ③ Economies d'eau via une réflexion sur la conduite globale de cultures

Sur les bassins versants sensibles, plusieurs pistes de réflexion peuvent être envisagées à l'échelle collective :

- adaptation collective des assolements pour s'adapter à la disponibilité en eau (diversification des assolements, rotations plus longues intégrant des cultures d'automne moins consommatrices en eau, adaptation variétale ...)

- itinéraires techniques favorables aux économies d'eau (binage, apport de matière organique, semis précoces...) et augmentation des fonctionnalités agronomiques des sols

Ces réflexions seront accompagnées en priorisant les bassins les plus sensibles afin de répondre en partie aux diminutions de volumes imposées sur ces ressources.

Les modalités proposées sont les suivantes : essais, groupes de réflexion sur les assolements.

L'Organisme Unique pourra éditer des fiches techniques sur divers sujets en lien avec les économies d'eau et la bonne gestion de l'irrigation, des équipements...

## Article 6 : Accompagnement de projets

---

L'accompagnement des projets d'irrigation, qu'ils soient substitutifs ou nouveaux, est indispensable pour la cohérence de la procédure de gestion menée à l'échelle du département.

Ils doivent être guidés et accompagnés dans le respect de cette démarche afin de garantir leur compatibilité avec la ressource en eau.

L'objectif est :

- d'accompagner le développement des activités compatibles avec les ressources disponibles et en fonction de la vulnérabilité des territoires
  - Eviter la mal-adaptation et des situations pénalisantes à terme pour les irrigants
  - Favoriser des projets viables et durables à long terme
- mettre en place une irrigation respectueuse de la ressource en eau et économe en eau en lien avec l'article précédent.

Les partenaires s'engagent à accompagner ces projets selon leurs attributions respectives. L'évaluation économique des projets devra être réalisée dès les études de faisabilité en concertation étroite avec les agriculteurs concernés. Les exigences environnementales inhérentes à chaque projet devront également être précisées au stade des études de faisabilité.

### ① Accompagnement de projets de substitution sur les sites sensibles

Sur les sites sensibles, les solutions de répartition de la ressource et les contraintes volumétriques imposées par les études volumes prélevables se révèlent parfois économiquement très pénalisantes pour les irrigants et ne permettent pas une gestion à long terme au niveau des exploitations.

Des solutions doivent être envisagées afin de maintenir et pérenniser les structures en place et sécuriser les productions.

Ces solutions peuvent passer par la substitution de ressource en eau : création de nouvelles ressources (retenues collinaires...), ou encore substitution d'une ressource à une autre.

Mais peuvent aussi passer par de l'optimisation (meilleure répartition et/ou partage différent)

La réutilisation d'eaux usées traitées est une solution à étudier dans les cas particuliers.

Certains bassins sont ciblés dans le SDAGE et les pistes d'actions sont intégrées dans les PGRE (Sud-Grésivaudan, 4 vallées, Bièvre-Liers-Valloire, Nappe du Rhône, Nappe de l'Est Lyonnais). Ces bassins versants feront l'objet d'une attention particulière.

## ② Accompagnement de projets de création

Par ailleurs, la pérennité des exploitations est étroitement liée à la sécurisation de leur approvisionnement en eau et l'adaptation au changement climatique impliquera progressivement de sécuriser le recours à l'eau là où c'est possible.

Les projets d'irrigation permettront de maintenir et conforter les exploitations en sécurisant les productions (sécurisation fourrages pour les élevages notamment) mais aussi d'apporter plus de sécurité pour envisager de la diversification et de la reconversion sur les exploitations.

Le développement de l'irrigation peut permettre à l'agriculture iséroise de s'adapter aux conditions du marché qui nécessite d'orienter les productions vers des débouchés durables et économiquement viables : diversification, qualité des produits (calibre,...), transformation, circuits courts, agriculture biologique, maraîchage, semences...

En outre, le développement de zones sécurisées peut être un atout en terme de solidarité avec les secteurs non irrigables.

Les projets de création peuvent passer par :

- la création de retenue collinaire pour stocker l'eau hors période d'étiage
- la création de réseau sur ressource abondante et sécurisée
- l'amélioration et/ou l'extension de réseaux existants

L'accompagnement de ces projets qu'il s'agisse de projets de substitution ou de création se décline en abordant plusieurs aspects :

Aide à la réflexion et à l'émergence

Appui technique, juridique, économique (aide à la rédaction de cahier des charges, suivi des études de faisabilité, expertises, contacts individuels, réunions...)

Relais départemental au niveau des financeurs

Afin de raisonner au mieux la stratégie de développement de l'irrigation sur le département et pour faire suite au Schéma Directeur Départemental d'Irrigation de 2006, la Chambre d'Agriculture réalisera un Schéma Stratégique de Développement de l'Irrigation.

Cela permettra de cibler les zones de sécurisation potentielle et les zones fragiles de manière à favoriser une gestion cohérente et globale des projets.

## Article 8 : Concertation multi-usages

---

Sur les sites les plus sensibles, les phases de concertation des études volumes prélevables ont permis la rencontre des usagers. L'application et le suivi des plans de gestion de la ressource en eau (PGRE), qui en découlent, seront l'occasion de poursuivre ces cellules de concertation en partageant la connaissance dans le but de mettre en place une réelle gestion globale de la ressource en eau sur ces sites.

Le comité départemental de l'eau est également le lieu privilégié de concertation entre usagers de l'eau.

## Article 9 : Obligations des parties

---

### Chambre d'Agriculture

La Chambre d'agriculture assurera l'animation générale de l'accord-cadre et mettra en œuvre les moyens humains nécessaires et compétents, en particulier sur les actions suivantes :

- la gestion annuelle de la demande d'autorisation collective dans le cadre de la procédure mandataire puis de l'OUGC avec le plan de répartition
- l'alimentation de la base de données (actualisation annuelle d'Isereau)
- le recueil des volumes de l'année précédente pour tous les points de pompages et transmission à l'Agence de l'Eau
- l'amélioration de la connaissance du milieu, accompagnement de la mise en place de seuils de lecture sommaire
- l'accompagnement des économies d'eau
- l'accompagnement des projets d'irrigation

### Département de l'Isère

Le Département de l'Isère apporte son appui technique et financier sur :

- l'animation générale de l'accord-cadre et les différentes actions menées par la Chambre d'Agriculture de l'Isère par le biais de la convention annuelle d'objectif
- le Schéma Stratégique de Développement de l'Irrigation
- les projets collectifs et individuels d'irrigation (création de surfaces irriguées et substitution) et les projets d'économies d'eau (matériels) et ce, dans la limite des enveloppes budgétaires disponibles
- la mise à disposition de données produites récupérées et/ou traitées par ses services dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en eau (réseau de suivi du débit des sources ....), notamment sur l'observatoire de l'eau disponible sur le site [www.isere.fr](http://www.isere.fr)

- La mise en place des seuils de mesure des débits d'étiage sur les sites sensibles y compris le rapatriement automatisé des données à travers le financement de ces dispositifs et l'émergence de projets
- la mise à disposition de sondes piézométriques complémentaires
- la mise à disposition de stations de pilotage tensiométriques à enregistrement et transmission automatique des données pour le pilotage de l'irrigation pour étoffer le maillage

### État représenté par la Direction départementale des territoires (DDT) de l'Isère

La DDT, en tant que chargée de l'animation de la MISEN, assure le pilotage de la gestion de la ressource en eau sur le département

Elle assurera :

- en tant que service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques dans le département de l'Isère, l'instruction de l'homologation du plan de répartition
- le suivi administratif et juridique de l'autorisation OUGC
- la participation à la mise en œuvre de seuils de mesure des débits d'étiage sur certains cours d'eau et la gestion du partage de la ressource
- le contrôle du respect des prescriptions des autorisations en période normale et en période de sécheresse
- les jaugeages ponctuels sur cours d'eau et les mesures piézométriques ponctuelles sur nappes

### Agence de l'Eau RMC

L'Agence de l'Eau apportera son concours technique et financier au fur et à mesure de la planification des projets selon les modalités de son programme d'intervention en vigueur et dans le cadre du Plan de Développement Rural Rhône-Alpes :

- l'animation de l'accord cadre et les actions qui en découlent (conformément aux taux d'aide prévu dans le programme d'aide de l'année)
- la participation à la mise en place de dispositifs pour la connaissance de la ressource en eau (seuils de mesure des débits d'étiage sur les sites sensibles y compris le rapatriement automatisé des données)
- les projets collectifs de substitution et/ou de réduction des prélèvements (mobilisation de ressources de substitution - économies d'eau : stations de pilotage d'irrigation, changements pérennes des pratiques agricoles)
- les actions de sensibilisation et d'animation pour un meilleur partage de la ressource en eau (règlement des prélèvements d'eau, partage de l'information stratégique...)
- la mise en place de compteurs sur les prélèvements agricoles : compteurs volumétriques neufs (hors renouvellement) sur prise d'eau avec pompe et outils de mesures indirectes (type canal Venturi) sur prise d'eau gravitaire



## Association des Irrigants de l'Isère(ADI38)

L'ADI38 apportera son concours à l'accord cadre sur les aspects suivants :

- participation financière et diffusion des bulletins d'avertissement irrigation pendant la saison
- Diffusion d'informations diverses aux irrigants
- Représentation des irrigants (défense et relais) – interlocuteur unique

## Région AURA

La Région apportera son concours financier sur :

- les projets d'irrigation et matériels d'économies d'eau dans le cadre du PDR

## Article 10 : Comité de pilotage

---

L'OUGC est doté d'un comité d'orientation regroupant les usagers d'une part et les représentants des organismes compétents en matière de gestion de l'eau sur le périmètre d'autre part. Comme cela avait été prévu dans l'accord cadre précédent et afin d'éviter la multiplication des instances de décision, un comité restreint du CODOR (limité aux partenaires de l'accord cadre) pourra assurer le pilotage des actions.

Le comité technique de l'OUGC, quant à lui composé des partenaires de l'accord cadre, assurera le suivi des actions.

## Article 11 : Budget et plan de financement

---

Le budget prévisionnel de l'opération sera à établir annuellement en fonction de l'échéancier des actions.

La Chambre d'agriculture évaluera les moyens humains et le coût des prestations extérieures nécessaires à la réalisation du programme annuel. Elle présentera aux partenaires un budget prévisionnel, sur la base duquel elle sollicitera les financeurs. Leur contribution fera l'objet d'une convention financière spécifique et sera ajustée au programme réalisé.

Les frais de fonctionnement relatifs à la mission OUGC, non couverts par les contributions des financeurs de l'accord cadre, seront facturés aux irrigants conformément au décret de financement des OUGC (décret n°2012-84 du janvier 2012 repris dans les articles R-211-117 1 et 2 du code de l'environnement).

Le tarif de redevance OUGC sera établi en fonction du plan de financement accord cadre, validé par une délibération OUGC et approuvé par le préfet.

## Article 12 : Communication des données

---

Dans le cadre de son rôle de gestionnaire, la Chambre d'agriculture recueille l'ensemble des informations relatives aux prélèvements d'eau à usage agricole du département. Les données nominatives ou relatives à des exploitations agricoles individuelles devront rester confidentielles, hormis les données devenant publiques dans le cadre de l'arrêté préfectoral homologuant le plan de répartition et celles transmises à l'Agence de l'Eau dans le cadre du calcul de la redevance.

Dans le respect des clauses de confidentialité concernant les données nominatives, un accès informatique personnalisé sera mis à disposition à chaque partenaire sous format à définir.

Les parties s'engagent à se tenir régulièrement informées des conditions d'exécution de la présente convention et à répondre aux demandes de renseignements et de documents s'y rapportant.

## Article 13 : Effet et Durée de l'accord-cadre

---

Le présent accord-cadre établi pour une durée de trois ans, prendra effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## Article 14 : Modification de la convention par avenant

---

Toute modification non substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de Le présent accord-cadre sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause le (ou les) objectifs fixé (s) dans la convention.

## Article 15 : Résiliation du présent accord cadre

---

Le présent accord-cadre pourra être résiliée, avant son expiration, à l'initiative de l'un ou l'autre des co-contractants dans un délai de prévenance raisonnable (4 mois), après accord des parties à la convention. Si l'une des parties prend l'initiative, la résiliation amiable ne prendra effet que lorsque la volonté de résiliation signifiée par l'une (en lettre recommandée avec accusé de réception) a été acceptée expressément par l'ensemble des autres parties.

Le présent accord-cadre pourra, avant son expiration, également être résiliée de plein droit par notification écrite de l'une des parties à la convention, en cas de force majeure ou pour tout autre motif d'intérêt général.

## Article 16 : Règlement des litiges

---

En cas de difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent accord-cadre, les parties s'engagent à chercher une solution amiable à leur litige et, en cas d'échec, le Tribunal administratif de Grenoble sera saisi.

## Signatures

Fait en cinq exemplaires originaux, à Grenoble, le 24 novembre 2017

Pour le Département de l'Isère,  
Le Président du Conseil général

Pour l'État, le Préfet de l'Isère

Jean-Pierre BARBIER

Lionel BEFFRE

Pour la Chambre d'agriculture de l'Isère  
et l'Organisme Unique de Gestion  
Collective,  
Le Président

Pour l'Agence de l'eau Rhône  
Méditerranée Corse,  
Le Directeur Général

Jean-Claude DARLET

Laurent ROY  
Pour l'Association Départementale des  
Irrigants de l'Isère  
Le Président

Franck DOUCET